



En Tanzanie, le camp de réfugiés de Benako, après les pluies torrentielles du 6 mai. 250 000 Rwandais ont fui en Tanzanie.

AFRIQUE

## Témoignages de rescapés du Rwanda

Lun est hutu, l'autre tutsi. Ils se sont retrouvés dans un camp de réfugiés. Tous deux ont échappé miraculeusement aux tueries qui ont éclaté à Kigali, à la mort du président rwandais.

La bataille pour le contrôle de Kigali s'est poursuivie samedi entre le Front patriotique rwandais (FPR, rébellion de la minorité tutsi) et les forces gouvernementales hutus malgré l'annonce d'un cessez-le-feu. La Croix-Rouge, elle, s'appretait dimanche à évacuer des patients du principal hôpital de Kigali surpeuplé. Un avion de l'ONU transportant de la nourriture et des médicaments a pu atterrir sans encombre dimanche à Kigali.

Nairobi, de notre correspondant

**M**ercredi, 6 avril au soir, tout Kigali est devant la télévision, pour la retransmission d'un match de foot. Jean-Marie Mbarushimana a rejoint ses amis au café. Ce jeune avocat tutsi de 43 ans, qui fut juge d'instruction à Butare, est de bonne humeur. Militant des droits de l'homme, proche de l'opposition démocratique, il anime avec ses camarades une association de lutte contre le racisme et le tribalisme, dont les statuts viennent d'être déposés. Comme la plupart des Rwandais, il croit que la mise en place des institutions démocratiques n'est qu'une question de jours. Jeté en prison, en 1984, pour avoir refusé de prononcer un verdict de corruption contre des opposants politiques, suspendu du barreau, M. Mbarushimana espère bientôt, après dix ans de lutte, retrouver son honneur perdu.

A quelques pas de là, Jean-Claude Mubereka, 33 ans, est lui aussi devant la télé, avec sa famille. Substitut du procureur de Kigali, Jean-Claude est un Hutu, marié à une Tutsi, et vit dans

le quartier de Kimihurura, où ont élu domicile toutes les personnalités politiques de la capitale. Tout près de ce quartier de VIP se trouve un camp de la garde présidentielle, la «GP». «Vers 21 heures, un veilleur de nuit m'a annoncé que l'avion du président Habyarimana venait d'être abattu, raconte Jean-Claude. Quasiment au même instant, les coups de feu ont commencé à claquer et ça a duré toute la nuit. A 8 heures du matin, j'ai vu que les portes des maisons voisines étaient enfoncées. Deux soldats m'ont alors hurlé que je cachais des gens du Front patriotique rwandais (les rebelles tutsis) dans ma maison.» Le soir, la GP revient, découvre la femme, la belle-sœur et les enfants de Jean-Claude, qu'ils frappent. «Un soldat m'a dit: j'ai la mission de tuer tous les Tutsis et j'ai déjà abattu la famille du président de l'Assemblée nationale, Félicien Ntanga. Il a fait aligner ma famille, saisi une grenade et m'a ordonné de sortir.» Heureusement, le jeune sub-

stitut a des amis parmi les gendarmes, qui assistent à la scène et parviennent à éloigner provisoirement la GP. Il faut fuir. Grâce aux gendarmes, Jean-Claude et sa famille filent à l'hôtel des Mille Collines, en se jouant des barrières et des tirs.

Jean-Marie Mbarushimana, lui, a moins de chance. Lorsque éclatent les premiers coups de feu de la GP, qui ratisse son quartier, il saute dans sa voiture et tente de sortir de la capitale. Mais à un barrage, on lui tire dessus. Il frappe à la porte du contingent bengali des Nations unies, qui refuse de lui ouvrir. Vers 2 heures du matin, il échoue au restaurant la Taverne, où se sont réfugiés quelques-uns de ses amis. «A 7 heures du matin, les militaires sont entrés et ont liquidé sept personnes. Je me suis sauvé dans l'appartement.» Caché derrière un rideau, Jean-Marie voit un militaire traîner la serveuse tutsi, Rosette, 21 ans, dans l'arrière-cour. «Il lui a arraché sa robe et a commencé à lui caresser les seins du bout de son canon de fusil. Comme elle mettait ses mains pour se cacher, il lui a tiré dans le sein gauche à bout portant. Elle gisait à terre, il a posé sa botte sur elle et a tiré dans la tête.»

L'avocat réussit à s'échapper, pendant que les soldats s'acharnent sur le coffre-fort. Averti, un major de gendarmerie originaire de Butare, comme lui, l'emmène dans sa camionnette jusqu'à l'hôtel Méridien. Après quatre jours passés dans le hall, il se glisse dans la dernière voiture d'un convoi qui file à l'aéroport. «Le trajet a duré trois heures pour cinq kilomètres. Aux barrières, les militaires et les miliciens fouillaient à la recherche de Tutsis. En me voyant, l'un d'eux a crié: "Une

vermine qui s'échappe!". J'ai bluffé en me faisant passer pour ghanéen, j'ai injurié le militaire en Anglais. Il m'a craché dessus, mais il m'a laissé passer.»

Jean-Marie passera encore deux nuits sous le porche de l'aérogare, en compagnie d'une poignée de Tutsis, sous la protection des Belges, qui refusent pourtant de les évacuer. De peur que les FAR, qui rôdent derrière les grilles, n'abattent les avions. «Nous avons vu un camion français passer, nous avons couru et sommes montés de force. Le camion a fait un petit virage vers Kigali, tout le monde a crié en pensant qu'on y retournerait. Mais vers 16 heures, mardi 12, nous nous sommes envolés pour Nairobi.» Trois jours plus tard, sous une tente plantée le long du tarmac de l'aéroport Jomo Kenyatta, Jean-Marie Mbarushimana voit arriver le substitut Jean-Claude Mubereka, qui a lui aussi réussi à se glisser dans un convoi avec sa famille, et à prendre le dernier avion vers le salut.

Jean-Philippe CEPPI

● L'organisation humanitaire Oxfam a publié hier plusieurs encarts publicitaires dans la presse britannique accusant le Conseil de sécurité de l'ONU de «tergiverser» tandis que «des milliers de personnes meurent chaque jour au Rwanda» et que «les fleuves se remplissent de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants». «Nous n'avons pas connu de telles horreurs depuis les champs de la mort au Cambodge», écrit Oxfam sous une photo de crânes empilés. Et une fois encore, ceux qui pourraient faire quelque chose ne font pas assez.»

## Echec de la marche du dialogue à Alger

Les partisans de la négociation avec les islamistes n'ont pu réunir que 10 à 20 000 personnes dimanche.

Les démocrates algériens opposés à tout dialogue avec les islamistes doivent momentanément être rassurés. En effet, l'échec, dimanche à Alger, de la marche organisée par les partisans de ce fameux dialogue – ils n'ont pu rassembler que 10 à 20 000 personnes – prouve qu'il n'a pas dépassé jusqu'ici le stade des déclarations d'intention. Ceux qui y croient n'ont pas réussi à mobiliser leurs partisans et, surtout, les premiers concernés, les islamistes, en ne déplaçant pas leurs troupes, ont montré qu'aucun réel dialogue n'avait jusqu'ici eu lieu.

Si la manifestation était organisée par une vingtaine de mouvements associatifs, elle était surtout soutenue par le Front de libération nationale (FLN, l'ex-parti unique) et par deux partis islamiques légaux, le Mouvement pour la renaissance islamique (MRA, Ennahada) et le Mouvement pour la société islamique (MSI, Hamas). Deux partis avec lesquels les actuels responsables algériens voudraient construire une sorte de «pôle» islamique intégrant les responsables du Front islamique du salut (FIS) qui accepteraient de «collaborer» aux structures de transition mises en place par le pouvoir en attendant de nouvelles élections, qui doivent avoir lieu dans trois ans. C'est notamment sur ce point que le dialogue souhaité par le chef de l'Etat Liamine Zéroual.

En effet, les autorités voudraient réguler le FIS dans la vie politique en faisant siéger dans le Conseil national de transition (CNT), qui tiendra lieu d'Assemblée, alors que ces derniers, limités par leur victoire au premier tour des législatives de 1991, voudraient le pouvoir s'engage à permettre au FIS de réexister immédiatement en tant que parti et organise de nouvelles élections dans les plus brefs délais.

La discussion étant actuellement bloquée, le FIS n'avait donc aucun intérêt à soutenir une manifestation exalta un dialogue dont il conteste la réalité. Hamas, Ennahada et le FLN se sont donc retrouvés seuls dimanche. Malgré son passage dans l'opposition, l'ex-parti unique, toujours aussi discrédité, n'a pas parvenu à mobiliser les larges franges de la population, pourtant favorable au dialogue. Le pouvoir, qui aurait dû soutenir la marche appuyé le «traitement politique de la crise voulu par le chef de l'Etat, s'est aussi montré bien timide. Les médias officiels n'ont pas donné une importante publicité à la manifestation comme si la présidence redoutait d'être éclaboussée par son échec prévisible.

Encadrés par un important service d'ordre et protégés par de nombreux policiers en armes, les manifestants parmi lesquels figuraient un grand nombre de militants d'Hamas, brandissaient des banderoles, où l'on pouvait notamment lire: «Non à la violence», «Dialogue national en vue la réconciliation», «Armée gardienne de l'unité nationale», «Démocratie acquise populaire». Sans oublier la traditionnelle profession de foi des islamistes algériens: «L'islam est ma religion, l'arabe ma langue et l'Algérie patrie.»

Gilles MILLI

